

**COMMUNIQUÉ
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**

Élections québécoises 2022 : accélérer le virage écologique souhaité par tous

Longueuil, 20 septembre 2022 – L'Union des producteurs agricoles (UPA) demande au prochain gouvernement d'accélérer le virage écologique souhaité par tous en élargissant, notamment, l'encouragement de bonnes pratiques tout en assurant un financement stable et à la hauteur des besoins.

« L'adaptation des entreprises agricoles et forestières du Québec en matière d'agroenvironnement fait l'objet d'efforts soutenus depuis des décennies. Les producteurs agricoles et forestiers font partie de la solution aux changements climatiques. Ils ont toutefois besoin d'un soutien et d'un accompagnement à la hauteur des défis », a déclaré le président général de l'UPA, Martin Caron.

Soulignons qu'aux États-Unis (Conservation Programs), l'aide directe aux initiatives agroenvironnementales représente environ 1 % des recettes monétaires agricoles. Au Québec, cette aide annuelle est actuellement d'environ 45 M\$, soit 0,4 % des recettes monétaires agricoles. On est donc très loin du compte. Ajoutons que les risques associés aux activités agricoles et forestières ont été considérablement réduits ces dernières décennies grâce à l'adoption de nouvelles pratiques et à l'entrée en vigueur de nombreuses restrictions.

« Le gouvernement du Québec a fait un premier pas intéressant en reconnaissant dans le Plan d'agriculture durable l'importance de rétribuer les producteurs pour les bonnes pratiques qu'ils adoptent ainsi que pour les biens et services environnementaux qu'ils fournissent à la collectivité. Les budgets qui accompagnent actuellement cette reconnaissance ne sont toutefois pas à la hauteur », a continué M. Caron.

Le volet administratif est aussi un enjeu de plus en plus important. À témoin, il existe actuellement des dizaines de formulaires différents en agroenvironnement, ce qui peut représenter des dizaines d'heures de travail, des centaines de pages à remplir et des milliers de dollars en frais divers, selon le cas. On demande à nos producteurs d'être toujours plus productifs et efficaces, on s'attend à la même chose de notre État. Un allègement de la gestion administrative doit être envisagé rapidement.

L'UPA demande également :

- de porter à 100 M\$ par année, pour une période de 10 ans, l'aide directe aux initiatives agroenvironnementales;
- de rétribuer les producteurs pour les aménagements réalisés en faveur de la protection des milieux naturels et de la biodiversité, notamment pour les aménagements exigés à l'intérieur des littoraux;
- d'investir dans la recherche de solutions de rechange aux équipements à haute consommation d'énergie;
- de mettre fin au moratoire sur la mise en culture de nouvelles superficies dans près de 600 municipalités au Québec.

Pour en savoir plus sur les enjeux agricoles et forestiers de la campagne électorale 2022, suivez l'UPA sur le [Web](#), ainsi que sur [Twitter](#) et [Facebook](#).

— 30 —

Renseignements :

Jessica Blackburn

Chargée des relations de presse et des réseaux sociaux, UPA

450 679-0540, poste 8415 | 418 540-0638 | jblackburn@upa.qc.ca